

A . I . R . E

**A s s o c i a t i o n p o u r l ' I n s t a u r a t i o n
d ' u n R e v e n u d ' E x i s t e n c e**

- L E T T R E D E L I A I S O N n ° 7

H I V E R 9 4 / 9 5

S O M M A I R E

Quatre textes pour nourrir notre réflexion. "Jalons sur le chemin" d'André Romieu, vice-président de notre association, "pour contribuer à situer dans leur contexte nos recherches vers un usage plus rationnel du progrès technique", semble répondre un texte de Patrick Viveret "guerre économique et dépression culturelle de l'occident" qui a servi de trame à une conférence récemment donné au REAS (Réseau de l'Economie Alternative et Solidaire).

Avec "Revenu d'Existence et Economie non-marchande", Pierre Lavagne nous met sur la voie d'un argumentaire du RE comme défense et reconnaissance de l'économie non marchande. On n'est pas loin d'un véritable salaire du temps libre, qui n'est jamais un temps vide, et de là, de la notion de valeur du temps.

Enfin une note d'A. Romieu à l'attention du Conseil de l'AIRE prépare la prochaine assemblée générale.
On trouvera ensuite les points les plus saillants de la lettre de Noël du BIEN (n°20).

Si vous voulez continuer à recevoir cette lettre n'oubliez pas de renvoyer votre contribution à l'aide du bulletin joint en dernière page.

Jalons sur le chemin

Pour contribuer à situer dans leur contexte nos recherches vers un usage plus rationnel du progrès technique, cette note rassemble quelques thèmes de réflexion inspirés par l'actualité.

I **nature, sa vocation, sa destinée** sont, souvent, tragiquement absents des motivations des détenteurs d'un pouvoir économique ou politique lorsque leurs intérêts ou leurs ambitions sont en cause. Cette méconnaissance de la réalité est génératrice d'injustices qui sont fatalement la source de conflits.

La paix, "opus justitiae", est atteinte dans son principe même.

Ceci étant, il n'est pas surprenant que ce siècle ait connu les guerres de très loin les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité. Il n'est pas surprenant qu'il ne voie pas le chemin de la paix s'ouvrir devant lui.

1 - Dans la guerre, le progrès technique a toute licence de se donner libre cours ; il échappe à toutes les lois morales, humaines ou économiques. Il prolifère en toute impunité. Non seulement les morts sous les drapeaux atteignent des records inégalés : on les compte par dizaines de millions, mais la proportion des victimes civiles de la guerre ne cesse d'augmenter ; elle était d'environ 10% en 14-18 ; elle atteignait 50% en 39-45 ; elle est, de loin, majoritaire dans les conflits ethniques et les guerres civiles auxquelles nous assistons.

2 - Dans la paix, il nous faut parvenir à discipliner les techniques, ainsi émancipées, au respect des Droits de l'Homme ; d'où le foisonnement des comités d'éthique.

Le passage à ce qu'il est convenu de nommer la "société post industrielle" s'impose. Quelques faits majeurs, parmi d'autres, peuvent en témoigner :

a) la part des ouvriers dans la population active, qui était de 40% en 1974 n'était plus que de 25% en 1990, tandis que la part des services est passée de 38,5% en 1954 à 70% en 1991.

b) Le montant des transactions sur les marchés monétaires et financiers internationaux représente, aujourd'hui, 50 fois la valeur des échanges commerciaux internationaux, contre 2 fois il y a 50 ans⁽¹⁾. Le Président de la République note, à ce sujet, que "le capitalisme financier prend le pas sur le capitalisme industriel"⁽²⁾.

c) La mondialisation de l'économie pose des problèmes inédits et d'une extrême gravité. Il suffit d'évoquer, parmi tant d'autres, le problème du maintien des droits sociaux dans la concurrence internationale, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion qui fera l'objet du sommet mondial de Copenhague en mars 1995⁽³⁾, le problème démographique, la protection de la nature, les risques de la propagation de la drogue ou des matériaux nucléaires, le trafic de matériel génétique et d'organes humains...

II - Ce serait une erreur de croire que le marché peut remplacer la société. "Le système capitaliste ne repose pas seulement sur le marché, mais aussi sur une conception exigeante de la responsabilité individuelle... Le marché ne peut prendre racine dans un désert social⁽⁴⁾".

Le problème russe est une démonstration impressionnante de cette réalité, si l'on se réfère au témoignage qu'en donne Soljenitzyne. "Pour la Russie, écrit-il, il s'agit d'être ou ne pas être... Nous sommes en train de créer une société cruelle, féroce, criminelle, bien pire que les modèles occidentaux que nous cherchons à copier... Peut-on d'ailleurs copier un mode de vie ?... Le profit, le profit à tout prix, par la débauche s'il le faut, par la corruption, par la vente des biens de la mère Patrie... Cette transformation dévastatrice a fait passer sur notre peuple un souffle de décomposition⁽⁵⁾".

Le marché est irremplaçable, mais il ne peut fonctionner utilement qu'au sein d'une société organisée, avec sa morale, ses impératifs de justice, de culture, de solidarité, de prospective. Le marché, par lui seul, tend à réduire les activités humaines au dénominateur commun de la profitabilité. On ne peut lui demander d'avoir égard aux exigences du bien commun, ni à celles de l'avenir.

III - "Nous avons changé l'œuvre en travail (6)"

Cette inversion de l'ordre des valeurs, engendrée par la révolution industrielle, a pour conséquence de lier étroitement le travail, l'emploi, à l'obsolescence de l'œuvre. Ainsi "notre société est devenue une société de gaspillage, dans laquelle les choses sont destinées à être rapidement remplacées. D'où un risque de médiocrité et de futilité... Concevoir des objets pour utiliser la capacité opérationnelle de la machine plutôt que de concevoir les moyens de créer des ouvrages beaux et utiles, c'est bien le renversement complet de la hiérarchie naturelle des fins et des moyens⁽⁷⁾"

Primauté de l'œuvre humaine sur le travail ; primauté de l'activité sur l'emploi ; telles sont les perspectives d'un rétablissement de la hiérarchie des fins et des moyens.

Nous avons à nous préoccuper du contenu qualitatif de la croissance plutôt que de son évolution simplement arithmétique. De nouveaux gains potentiels de productivité s'offrent à nous ; il nous appartient de les mettre au service de la société tout entière. C'est le fondement du contrat social.

André ROMIEU
Septembre 94.

- (1) Michel Béaud "Le Monde" du 6/9/94
- (2) Interview au "Figaro" du 9/9/94
- (3) Yvon Chotard, coordinateur de la délégation française à cette conférence, écrit dans le "Figaro" du 23 août : "Nous devons créer les conditions d'un droit à l'activité".
- (4) Bernard Perret et Guy Roustang : "L'économie contre la société" (Seuil)
- (5) Soljenitzyne "Le problème russe à la fin du 20ème siècle"
- (6) Hannah Arendt "Condition de l'homme moderne"
- (7) Hannah Arendt (op. cit.)

*
* *

G u e r r e é c o n o m i q u e e t d é p r e s s i o n c u l t u r e l l e d e l ' O c c i d e n t

Un point aveugle de l'approche socialiste réside dans sa naïveté sur la passion de puissance, le tour de passe-passe classique du libéralisme économique est de nous faire accepter des crises économiques comme des fatalités naturelles et de masquer le rôle décisif qu'y jouent les rapports sociaux. Sur ce point une réflexion sur la dimension émotionnelle et culturelle qui marque la crise contemporaine peut s'avérer fructueuse.

Dans un texte remarquable mais oublié - y compris des keynésiens eux-mêmes - Keynes, à la fin de *l'Essai sur la monnaie*, a écrit un chapitre intitulé "Perspectives économiques pour nos petits enfants", où il pose une question radicale et prophétique, celle de la crise des sociétés d'abondance. C'est, note-t-il, le problème de *la sortie de l'économique*, c'est-à-dire d'un lien social organisé autour de la question de la subsistance et du travail. Et il y prévoit, observant le comportement des classes oisives dans les années 30, que sans une mutation culturelle fondamentale, les sociétés d'abondance iront vers une "dépression nerveuse collective".

Cette hypothèse nous conduit au cœur d'une question que l'on croit trop vite réglée, celle de la nature de la crise du monde contemporain occidental. Est-ce une crise économique ou est-ce, dans la logique de l'auteur de *La théorie générale*, une crise de l'économique ?

Un argument majeur plaide pour la seconde hypothèse : en moyenne les sociétés occidentales sont deux fois plus riches qu'elles ne l'étaient dans les années 60 et, depuis 1974, la richesse collective a continué de croître dans les sociétés développées. La réapparition de la misère n'est donc pas, comme on feint de le croire, le résultat d'une crise de rareté mais le produit de la rigidité des rapports sociaux. Et ce qui est vrai de la misère interne au monde

développé l'est plus encore de l'aggravation des formes du sous-développement à l'échelle mondiale.

C'est ainsi que l'hypothèse de la *dépression nerveuse collective* dans les sociétés d'abondance mérite d'être prise au sérieux. Car le passage d'un corps social, organisé autour de la question de la subsistance et du travail, à un stade de l'au-delà de l'économique est loin d'être idyllique, tant il est vrai qu'il est plus facile de répondre au problème du comment survivre qu'à la question du pourquoi vivre. Si guerre économique il y a, c'est l'Occident développé qui l'a déclenché et de préférence en son propre sein. L'hypothèse de la guerre n'a guère de pertinence économique mais elle remplit en revanche une fonction culturelle notoire : elle permet le passage idéologique de la notion de compétition dans la croissance à l'image de la lutte pour la survie. Elle fonde ainsi une explication à la misère, qu'elle soit celle du sous-développement interne ou externe à l'Occident. Elle détourne le problème qui naissait en 1968 et qui portait sur la réorganisation des rapports sociaux mondiaux d'une part, sur la crise du modèle de développement de l'autre, pour restaurer la logique du *struggle for life*, humus culturel favori du libéralisme économique.

Patrick VIVERET.

*
* *

R e v e n u d ' E x i s t e n c e e t E c o n o m i e n o n - m a r c h a n d e

La justification d'un appel à l'instauration d'un Revenu d'Existence à partir de la productivité est historiquement ambigu à cause des anciennes discussions, style accords de Grenelle, sur le partage des fruits de la productivité.

Notre proposition du RE équivaut à demander d'atténuer la guerre gagnée d'avance du monde du marché contre celui des valeurs non marchandes. Guerre gagnée d'avance, puisque le seul créateur de valeur échangeable socialement admis est le marché ; celui qui n'en est pas n'existe pas, exception faite des fonctionnaires qui arrivent, par le fait du prince, à extorquer une valeur au marché. Pour toutes les autres activités il n'existe qu'une solution pour survivre de façon autonome : se faire intégrer par le marché. Aussi, depuis la deuxième guerre mondiale, on voit sans cesse se restreindre la part de l'activité hors marché. Les gains de productivité sont tels dans les activités de marché que, par exemple, l'autoconsommation agricole n'existe pratiquement plus, que "l'élevage" des très petits enfants est maintenant à son tour de plus en plus intégré dans le système de marché.

Il est douteux que la division du travail poussée à l'extrême soit socialement souhaitable. Non seulement il y a perte d'autonomie de l'individu et vulnérabilité accrue, mais le système de marché, dont on ne conteste pas ici l'impulsion qu'il donne à la recherche de la productivité, joue maintenant un rôle pervers. Pendant les 30 glorieuses, il désintérait le secteur non marchand, mais son dynamisme était tel qu'il fonctionnait quand même comme une machine à intégrer les nouveaux venus (jeunes, immigrants etc...). Aujourd'hui, il ne les intègre que très imparfaitement mais continue à désintégrer le secteur non marchand. Beaucoup d'analyses font état de la coupure entre ceux qui sont dans la "citadelle" de l'économie de marché et ceux qui n'y sont pas.

Il ne suffit plus de faire, par redistribution sociale, l'aumône aux gens qui sont hors les murs, car ils n'ont plus tellement l'espoir d'y rentrer un jour, il faut marquer que le non marchand est lui aussi porteur de valeurs fondamentales. Le RE est destiné à marquer le fait que nous reconnaissons de façon minimale ces valeurs. Nous pensons qu'il permettra en plus une revitalisation du non marchand.

A un niveau plus profond de la vie économique, tout produit, toute création de valeur, est une rencontre. Toute personne faisant partie d'une communauté est, à ce titre, créatrice de valeur parce qu'elle est là et qu'il est impossible, avec ou sans argent, de compter son existence pour rien. L'enfant qu'on linge dans une crèche est co-créateur de la valeur représentée par les dépenses de fonctionnement de la crèche. La science économique la plus banale ne dit pas autre chose en faisant remarquer que le prix (la valeur) se forme à partir de la rencontre de l'offre et de la demande.

Pierre LAVAGNE.

28 - 11 -94

**Note en vue de l'assemblée générale
du 20 Janvier 95**

I - C'est une erreur de croire que notre société peut être utilement régie par la loi du marché alors que "le volume de travail rentable que le capital peut employer avec profit ne cesse de se contracter⁽¹⁾". Dans une telle conjoncture, l'économie et la société connaissent, l'une et l'autre, une crise dont l'issue ne va pas de soi.

En effet, d'une part, la société est cruellement blessée par le fait que les exclus du salariat deviennent des exclus tout court et, d'autre part, le marché risque de devenir un alibi en raison des intrusions que la puissance publique ne cesse de multiplier sur son terrain.

Plusieurs observations s'imposent en ce sens :

- 1° L'argent public est mis à contribution en vue

- d'indemniser les chômeurs,
- de financer une part des salaires que les entreprises payent à de nouveaux embauchés (C.E.S. etc...)
- d'aider, par des subventions multiples, à la création de nouvelles entreprises,
- de suppléer, en tant que de besoin, à la défaillance de la demande des consommateurs (prime à l'achat).
- d'éponger les déficits des systèmes de protection sociale.

- 2° La préoccupation de ne pas aggraver le chômage peut constituer un frein à la productivité du travail. Certains préconisent même un retour en arrière.

- 3° L'urgence de créer des emplois peut conduire à légitimer, voire à encourager des activités marginales, si ce n'est même contestables.

Cet état de choses est malsain. Il ne comporte aucun espoir de conjurer deux des périls majeurs qui nous menacent :

- celui de la propagation de l'exclusion sociale.
- celui qui conduirait à faire de la flexibilité des salaires et de la précarité des emplois la variable d'ajustement privilégiée de notre économie dans la concurrence internationale.

II - Le projet de l'AIRE a le grand mérite de rompre avec les expédients et d'ouvrir une voie nouvelle.

- Il reconnaît à chaque citoyen un droit d'héritage et il l'associe ainsi au développement de sa communauté.

- Il substitue à la politique d'assistance publique et privée, dont on sait par expérience qu'elle n'atténue pas l'exclusion, la participation inconditionnelle de tous aux dividendes de la productivité de l'économie.

- Il favorise le développement de la productivité en en faisant le moteur de la progression du revenu d'existence.

- Il contribue à promouvoir la pleine activité de tous et de chacun, dont dépend la compétitivité de leurs pays.

- Il amorce une révolution humaniste en faisant résolument confiance à l'homme, à sa responsabilité, à sa faculté d'initiative, à sa créativité. Il donne ainsi à chaque personne une autre chance d'avoir confiance en elle-même, envers les autres et envers l'avenir.

Il n'est que temps !... A force de s'entendre répéter qu'ils doivent absolument "apprendre à se vendre" sans y parvenir, certains en viennent à admettre qu'ils "ne valent

rien". Pourtant, sur leurs C.V., ils mentionnent parfois, ce qu'ils sont, ce qu'ils voudraient être, ce qui les motive, ce qui les rend impatients d'agir, de créer, de servir, de se dépasser : un talent, un espoir, une passion. Il y a là un gisement non exploré qui mérite de l'être, car on ne créera pas un avenir heureux, en ces temps redoutables, sans enthousiasme, avec des citoyens résignés, plus désireux de subsister que d'exister.

III - Entre les groupes et les personnes, venus d'horizons différents, qui se rassemblent autour du projet de l'AIRE, un accord assez général semble s'établir pour ce qui concerne :

- Le caractère universel du R.E.
- Son appellation.
- Son montant (les propositions diverses s'échelonnent entre 1250 et 2000 F par mois).

Des avis différents s'expriment sur :

- Son financement.
- Le mode de calcul du revenu ("valeur-temps", "valeur sociale des activités non rémunérées"...)
 - Les étapes et les modalités de son instauration.

Il convient de mener à leur terme les réflexions et les controverses engagées sur ces sujets, et sur quelques autres mais elles ne devraient pas compromettre le dynamisme de l'action entreprise. Elles devraient contribuer à définir un projet cohérent, réaliste et intelligible par tous, susceptible d'être proposé à une large opinion publique.

Il n'est pas indispensable que ce projet soit entièrement élaboré. Compte tenu de son caractère novateur, il est normal qu'il ouvre la porte à des variables d'application.

Il restera toujours des questions en suspens⁽²⁾, mais il doit être incontestable dans ses principes.

Tel devrait être le préalable à l'examen, par l'assemblée du 20 Janvier, d'une "Stratégie de communication".

André ROMIEU
20 - 10 - 94

(1) André Gorz, "Futuribles" n°184

(2) "Qu'est-ce donc que le temps ? Si personne ne me le demande, je le sais bien ; mais, si on me le demande et que j'entreprenne de l'expliquer, je trouve que je l'ignore." (Saint-Augustin - "Les Confessions" -).

*
* *

P o i n t s s a i l l a n t s d e l a l e t t r e d e N o ë l d u B I E N (n ° 2 0)

L'évènement est surtout le 5ème Congrès du BIEN qui s'est déroulé à Londres en Septembre dernier. D'après cette lettre, il en ressort que le débat sur le BI (Basic Income) reste limité en Europe aux cercles chrétiens de gauche, libéraux et verts, sauf peut-être aux Pays-Bas, et que les socialistes et les socio-démocrates, après avoir été assez favorables, sont plutôt sur le recul. Toutefois la croyance en la croissance pour résoudre le chômage s'évanouit de plus en plus et des mesures pour baisser le coût du travail, mieux répartir le travail, assurer un revenu minimum (en particulier par l'impôt négatif), sont de plus en plus avancées.

Parmi les publications récentes analysées notons :

- Gordon BORRIE, "Social Justice", 1994, rapport de la commission sur la justice sociale du parti travailliste.

Deux raisons principales s'opposent à l'adoption d'un BI : primo, il n'y a pas de base populaire pour soutenir une telle proposition et beaucoup ne comprendraient pas que "l'on donne quelque chose contre rien" ; secundo, l'adoption d'un BI même modeste demandait une hausse des impôts ou de la T.V.A., au détriment des plus pauvres.

- Paul HIRST, "Associative Democracy", nouvelles formes d'un gouvernement social et de démocratique, 1994, Cambridge Press.

Les gouvernements centraliseurs ne peuvent plus répondre à la tâche et ils doivent délégués à la société civile. Le BI est la pierre angulaire de toute réforme dans cette direction.

- James MEADE, "Plein-emploi sans inflation", (the Employment Policy Institute, Londres, 1994). Cet objectif requiert une plus grande flexibilité dans les salaires, ce qui n'est concevable que si chacun est assuré d'un revenu qui ne dépend pas du travail, un revenu de citoyen.

- Jacques VILROKX, "Revenu de base, citoyenneté et solidarité : vers une dynamique de renouveau social", in Coenen et Leisnik, (eds) 1993.

La séparation du revenu et du travail est le pas décisif pour assurer la pleine citoyenneté ; un revenu de base permettra aux chômeurs de développer leur propre stratégie et la prise de conscience de la perversité de la notion de chômage. Le caractère égalitaire du revenu de base renforcera l'égalité des chances sans tomber dans l'égalitarisme.

- Gaspare NEVOLA "Le revenu minimum garanti : deux philosophies sociales de l'état-providence, in Stato e mercato, 31, avril 91.

Les enjeux d'un revenu garanti par l'impôt négatif ou d'un revenu de citoyen ont totalement différents. L'impôt négatif vise à lutter contre la pauvreté dans un monde dominé par l'économie de marché. Le revenu de citoyen vise au plein exercice de la citoyenneté et de l'activité au sens large, sans donner de nouveaux avantages à l'économie de marché.

Dans cette même lettre, une liste bibliographique avec bref commentaire des 35 principaux ouvrages publiés en Europe sur le Revenu de base depuis 1984, avec le rappel de 4 textes fondateurs (dont un de 1526 en latin !).

Dernière information : changement dans l'organisation du réseau du BIEN :

Iona OSTNER, professeur de politique sociale à l'université de Göttingen devient coordinatrice de la recherche sur le BI.

David PURDY, auteur de "Social power and the labour market" devient l'éditeur de la lettre. Toute information à insérer doit donc lui être adresser (avec double au secrétaire qui reste Philippe VAN PARIJS), Manchester University, Dept. of Social Policy, Manchester M 139 PL, (UK), Tél. : (44) (61) 275 48 77 Fax : 2754724

BULLETIN à renvoyer à
Secrétariat de l'AIRE, Melle BOUSSATHA
Fac de Sciences Economiques
58, Ave Didier 94210 LA VARENNE
Tél. : 49.76.80.98 - Fax : 48.85.29.93

M. Mme _____ Tél. : _____

Adresse _____

- S'abonne pour 1995 à la lettre de liaison de l'AIRE (200F pour 4 N°)
- Désire devenir membre de l'association (cotisation 1995 : 400 F ; petit budget inf. au SMIC : 200 F). [L'adhésion à l'association permet de participer aux débats et aux assemblées générales et donne droit à la lettre de liaison].
- Ci-joint un chèque de F correspondant à
(à l'ordre de l'AIRE)

A Le

SIGNATURE